

# nla

## LES NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE

Bimensuel édité par la  
Fédération de Loire-Atlantique  
du Parti Communiste Français

Numéro 740 27 Juin 2002 prix 0,38 €



### 37 demandeurs du Droit d'Asile : Il faut une solution

## Vite lu

Nous reviendrons dans ce dernier numéro des Nouvelles, avant les vacances sur les enseignements des élections législatives dans notre département et plus largement sur le sens du vote des Français. Quelles conséquences pour le Parti Communiste, comment envisage-t-il son action immédiate et à terme ?

Nous traiterons également des dossiers locaux : les 37 demandeurs du droit d'asile, les Chantiers de l'Atlantique, l'association pour adultes et jeunes handicapés...

L'équipe de NLA vous souhaite de bonnes vacances avant de vous retrouver reposés et en forme dans les premiers jours de septembre.

Yannick CHENEAU

### La droite de retour au pouvoir avec une large majorité

● Déjà, des attaques se précisent contre le secteur public, le droit à la retraite (avec la mise en œuvre des décisions de Barcelone signées par J. Chirac et Lionel Jospin) l'assouplissement des 35 h. La volonté de faire payer aux salariés les concessions faites aux médecins, le déficit de l'assurance maladie, celui de l'assurance chômage.

Ces quelques exemples témoignent du besoin d'engager sans attendre, les luttes, les initiatives nécessaires pour faire prévaloir d'autres choix. Pour leur part, les militant(e)s communistes avec leurs élus, entendent y engager toute leur force.

L'existence du Groupe communiste à l'Assemblée nationale va bousculer le projet politique de la droite et d'une partie de la gauche. «L'affrontement» ne se résumera pas à une droite ultra libérale et à un PS qui se tourne de plus en plus vers les sociaux libéraux (des militant(e)s socialistes s'en inquiètent publiquement)

Certes les Communistes sortent affaiblis des deux scrutins que nous venons de vivre. Ces législatives ont aussi été marquées par un très fort taux d'abstention et l'accélération de la bi polarisation

Le paysage politique a été fortement secoué.

Les Communistes travaillent, depuis le 21 avril, à de nouvelles perspectives de changement, porteuses des aspirations et exigences de «ceux d'en bas», avec pour objectif de réduire la fracture démocratique que nous venons de vérifier avec ces différents scrutins.

Engager une telle construction nécessite débat, rencontre, confrontation, elle pose de manière renouvelée la question de la force du Parti Communiste Français dans la vie politique de notre pays. Les citoyens, les progressistes qui veulent que les choses bougent réellement sont invités à y prendre toute leur place, en y apportant leurs idées, pour, avec d'autres, contribuer pleinement à transformer la société, à la débarrasser du capitalisme, pour tous ensemble, faire se lever une nouvelle expérience.

Jean-René TEILLANT





# Elections législatives

## Les résultats en chiffres des différents partis politiques

### Le Parti Communiste

Sur le 1<sup>er</sup> tour, les candidats présentés par le Parti Communiste, obtiennent nationalement 4,91 % des voix (5,58 % dans les circonscriptions où un candidat communiste était en lice). Cela correspond à une partie des 1 227 741 voix par rapport aux élections législatives de 1997 (moins 5 %) et un gain de 1,47 % par rapport aux dernières élections présidentielles.

Pour notre département, les candidats présentés par le PCF obtiennent 11 435 voix soit

2,14 %. Dans les 10 circonscriptions, les résultats obtenus sont en recul sensible sur 1997 :

Dans la 8<sup>e</sup> circonscription, le candidat communiste, Jean-René Teillant passe la barre des 5 % avec 5,97 %. Le «ticket» avec Joël Batteux dans cette circonscription en 1997, ne permet pas de concrètes comparaisons.

A l'évidence, notre département est profondément marqué par le vote utile que les médias reconnaissent d'ailleurs, dès le soir de l'élection.

### Le Parti Socialiste

Obtient 24,02% de voix au 1<sup>er</sup> tour sur l'ensemble du territoire, soit un gain de 0,10% par rapport à 1997. Dans notre département, il progresse dans 7 des 10 circonscriptions au 1<sup>er</sup> tour :

Il recule dans les 6 circonscrip-

tions de 1% et de 0,1% dans la 9<sup>e</sup>. Il ne présentait pas de candidat dans la 5<sup>e</sup> circonscription dans le cadre d'un accord avec les Verts.

Les candidats socialistes bénéficient pleinement du vote utile des électeurs de gauche.

### Les Verts

Perdent quelques 97 745 voix au niveau national et obtiennent 4,56% des voix. Il est à noter que l'accord avec le Parti Socialiste dans les circonscriptions où ils bénéficient de l'absence d'un candidat de PS, modifie la lecture des chiffres à l'exemple de la 5<sup>e</sup> circonscription de Loire-Atlantique

où le candidat vert, Patrick Cotrel obtient 31,72 % des voix au 1<sup>er</sup> tour (il n'en avait obtenu que 4,89 % en 1997).

Sur le département hors 5<sup>e</sup> circonscription, les candidats écologistes obtenaient en 1997 24 414 voix soit 5,66 %, les Verts obtiennent 16 761 voix soit 3,62 % en 2002.

### L'abstention

En France métropolitaine, l'abstention est de 34,87 %, soit 3,33 % de plus qu'aux législatives de 1997 au 1<sup>er</sup> tour. En Loire-Atlantique, elle atteint 33,42 %.

L'abstention n'a cessé de progresser sur les 3 dernières élections législatives dans notre département.

- 31,16 % en 1993
- 32,06 % en 1997
- 33,42 % en 2002

Lors du second tour, le taux de participation pour les 7 circonscriptions, qui n'avaient pas élu leur député le 9 juin, s'est encore réduit pour atteindre 61,14 %.

C'est ainsi que 4 électeurs sur 10, ont décidé de ne pas participer au scrutin du 16 juin.

Cette situation qui, non seulement se confirme mais s'amplifie, témoigne du divorce qui existe entre les citoyens et la politique.

Notons que l'abstention est particulièrement forte dans les quartiers populaires là où l'inégalité se creuse, où l'exclusion et l'insécurité font des ravages, où l'éloignement entre les attentes des citoyens et leur vie quotidienne s'écarte de plus en plus.

1 <sup>re</sup> circonscription	1,53 %	- 4,53 %
2 <sup>e</sup> circonscription	1,43 %	- 3,68 %
3 <sup>e</sup> circonscription	2,33 %	- 4,52 %
4 <sup>e</sup> circonscription	2,00 %	- 5,50 %
5 <sup>e</sup> circonscription	1,79 %	- 3,68 %
6 <sup>e</sup> circonscription	1,78 %	- 4,37 %
7 <sup>e</sup> circonscription	2,00 %	- 5,59 %
9 <sup>e</sup> circonscription	1,79 %	- 3,97 %
10 <sup>e</sup> circonscription	1,51 %	- 3,67 %

1 <sup>re</sup> circonscription	+ 4,10 %
2 <sup>e</sup> circonscription	+ 6,00 %
3 <sup>e</sup> circonscription	+ 4,20 %
4 <sup>e</sup> circonscription	+ 1,20 %
7 <sup>e</sup> circonscription	+ 2,90 %
8 <sup>e</sup> circonscription	+ 10,90 %
10 <sup>e</sup> circonscription	+ 2,50 %

### L'Extrême Gauche

L'extrême gauche ne retrouve pas nationalement et localement, les résultats obtenus lors des élections présidentielles. Au contraire, elle enregistre un recul sensible par rapport aux élections législatives de 1997, à l'exemple de Lutte Ouvrière dans la 8<sup>e</sup> circonscription

où son candidat obtenait 4,46% en 1997 pour 1,43 % en 2002, ou encore dans la 3<sup>e</sup> 3,16 % en 1997, 1,12 % en 2002. Au total du département, Lutte Ouvrière obtient 1,08 %, la Ligue Communiste Révolutionnaire 1,51 % et le Parti des Travailleurs 0,13 %.



## La Droite

Progresse dans toutes les circonscriptions du département :

1 <sup>re</sup> circonscription	43,56 %	+ 7,60 %
2 <sup>e</sup> circonscription	37,49 %	+ 7,60 %
3 <sup>e</sup> circonscription	23,85 %	+ 1,80 %
4 <sup>e</sup> circonscription	33,08 %	+ 10,40 %
5 <sup>e</sup> circonscription	45,39 %	+ 5,60 %
6 <sup>e</sup> circonscription	50,49 %	+ 6,60 %
7 <sup>e</sup> circonscription	44,18 %	+ 7,30 %
8 <sup>e</sup> circonscription	28,40 %	+ 5,8 %
9 <sup>e</sup> circonscription	44,09 %	+ 2,6 %
10 <sup>e</sup> circonscription	52,36 %	+ 7,60 %

Elle bénéficie pleinement du candidat unique sous l'étiquette UMP dans la quasi-totalité des circonscriptions et du vote utile qui s'est manifesté comme pour la gauche vers le PS pour la droite vers l'UMP.

## L'Extrême Droite

Enregistre un sérieux recul nationalement et localement. Elle perd (FN et MNR confondus) 4,03 % par rapport aux législatives de 1997 soit 972 442 voix et départementalement, elle passe de 9,67 %, il y a cinq ans à 6,61 % le 9 juin.

### Multiplication des candidatures et bi-polarisation

Chacun s'accordait à dire à l'ouverture de la campagne des élections présidentielles que la multiplication des candidatures (un record sous la 5<sup>e</sup> République) n'était pas bonne pour la démocratie.

Quelques semaines plus tard, 150 candidats briguaient dans notre département, l'investiture à l'Assemblée nationale. Allait on revivre l'une des problématiques du 1<sup>er</sup> tour des présidentielles : un éparpillement de voix, un électorat perdu devant la multitude des noms qui leur étaient proposés... ou bien une «centralisation» autour du vote utile à gauche vers le PS, à droite vers le candidat de l'UMP.



### Marteler l'opinion publique

Ceux qui hier, étaient contre la cohabitation, étaient soudain devenus pour. Par contre, ceux qui, avant, étaient pour, devenaient les fervents défenseurs d'une cohabitation «utile à la démocratie». Bref, de quoi de ne pas y retrouver ses petits, si ce n'est que Socialistes et Chirakiens étaient bien d'accord pour drainer la plus grande partie des votes vers leurs candidats respectifs.

Le résultat est sans ambiguïté :

1<sup>re</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 80,80 % de voix, soit 7,72 % de plus qu'en 1997.  
2<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 74,19 % de voix, soit 13,67 % de plus qu'en 1997.  
3<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 73,94 % de voix, soit 6,09 % de plus qu'en 1997.  
4<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 76,94 % de voix, soit 11,65 % de plus qu'en 1997.  
5<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 77,11 % de voix, soit 9,64 % de plus qu'en 1997.  
6<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 77,75 % de voix, soit 5,66 % de plus qu'en 1997.  
7<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 77,18 % de voix, soit 9,62 % de plus qu'en 1997.  
8<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 70,02 % de voix, soit 19,08 % de plus qu'en 1997.  
9<sup>e</sup> circonscription : candidats UMP et UDF + candidat socialiste 69,64 % de voix, soit 2,49 % de plus qu'en 1997.  
10<sup>e</sup> circonscription : candidat UMP + candidat socialiste 78,55 % de voix, soit 10,20 % de plus qu'en 1997.

Cette situation s'est retrouvée dans toutes les circonscriptions de notre pays où il n'y avait pas une autre perspective que celle d'élire un député du PS ou de l'UMP. C'est ainsi que les élections législatives ont marqué une bi polarisation à l'américaine où la place de la diversité qui peut être une richesse pour la démocratie, se retrouve prisonnière entre une droite revancharde et la sociale démocratie.



**Les 10 circonscriptions de Loire-Atlantique**

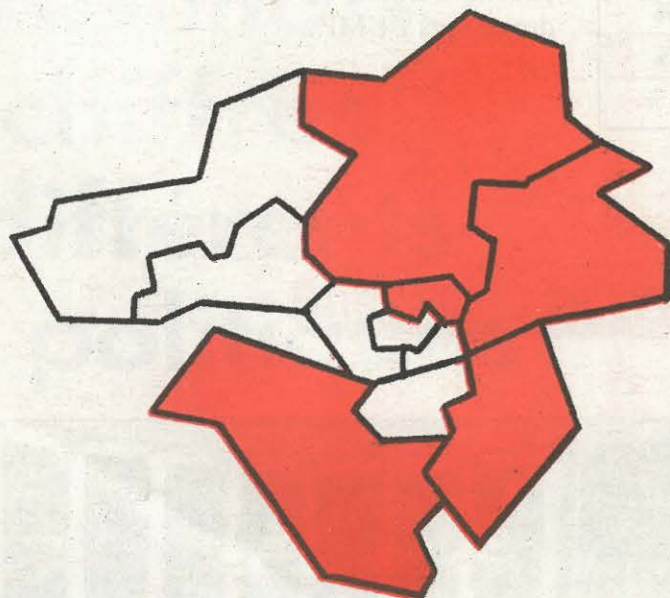
**1997**

Les élections précédentes avaient accordé 6 circonscriptions au Parti Socialiste : la 1<sup>re</sup> Nantes-Orvault, la 2<sup>e</sup> Nantes-Ville, la 3<sup>e</sup> Nantes-Ouest-St Herblain-Couëron, la 4<sup>e</sup> Rezé-Bouaye, la 7<sup>e</sup> Presqu'Ile Guérandaise, la 8<sup>e</sup> Saint-Nazaire, avec un gain dans 3 circonscriptions : la 1<sup>re</sup>, la 2<sup>e</sup> et la 7<sup>e</sup>.

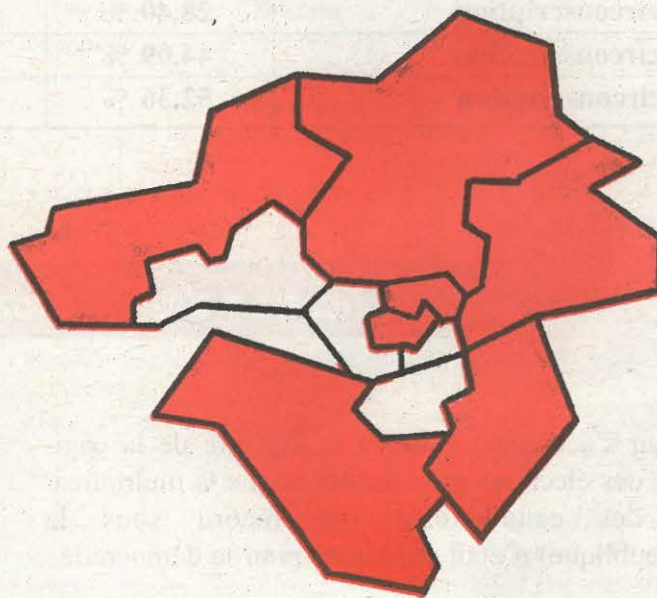
**2002**

Le Parti Socialiste perd 2 circonscriptions : la 1<sup>re</sup> et la 7<sup>e</sup>. La droite détient donc la 1<sup>re</sup> circonscription Nantes-Orvault, la 5<sup>e</sup> circonscription Nantes-Est-Ancenis, la 6<sup>e</sup> circonscription Châteaubriant-Blain, la 7<sup>e</sup> circonscription Presqu'Ile, la 9<sup>e</sup> circonscription Pays-de-Retz, la 10<sup>e</sup> circonscription Vertou-Vignoble et redevient au regard du scrutin du 16 juin, majoritaire sur la Loire-Atlantique en nombre de députés

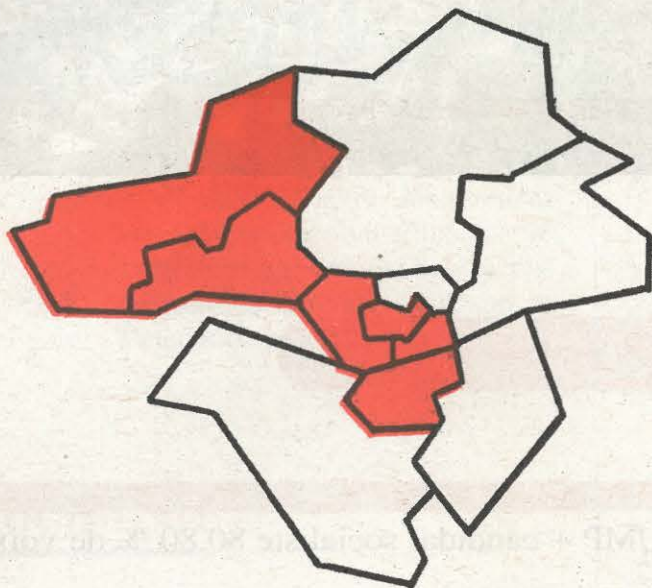
**Les circonscriptions à Droite en 1997**



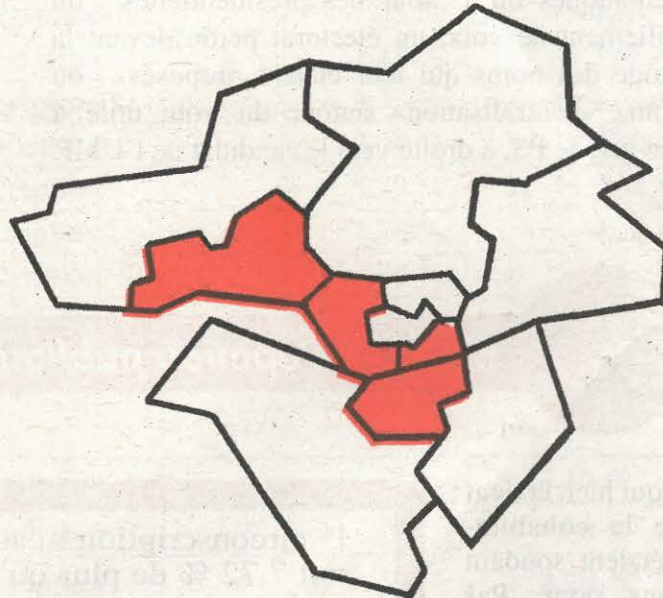
**Les circonscriptions à Droite en 2002**



**Les circonscriptions au Parti Socialiste en 1997**



**Les circonscriptions au Parti Socialiste en 2002**



**Les 21 députés communistes**

Pierre GOLBERG	Allier	51,77%	Maxime GREMETZ	Somme	54,77%
Michel VAXES	Bouches du Rhône	56,59%	Jacques BRUHNES	Hauts de Seine	60,35%
Frédéric DUTOIT	Bouches du Rhône	64,80%	Jeannine JAMBU	Hauts de Seine	54,35%
Jean-Claude SANDRIER	Cher	55,65%	Jacqueline FRAYSSE	Hauts de Seine	50,76%
François LIBERTI	Hérault	42,03%	François ASENSI	Seine Saint-Denis	57,12%
Gilbert BIESSY	Isère	60,79%	Jean-Pierre BRARD	Seine Saint-Denis	52,23%
Alain BOCQUET	Nord	63,97%	Marie-George BUFFET	Seine Saint-Denis	56,71%
Georges HAGE	Nord	100%	Patrick BRAOUEZEC	Seine Saint-Denis	63,32%
André CHASSAIGNE	Puy de Dôme	51,34%	Muguette JACQUAINT	Seine Saint-Denis	69,31%
André GERIN	Rhône	53,04%	Jean-Claude LEFORT	Val de Marne	61,75%
Daniel PAUL	Seine Maritime	57,46%			

Par ailleurs, Huguette Bello (Parti communiste réunionnais) a été réélue dans la deuxième circonscription de la Réunion avec 54,02% des voix.



# Entre les 2 tours

Jeudi 14 juin, à quelques heures de l'ouverture des bureaux de vote pour le second tour des élections législatives, les Salons Mauduit vivaient une nouvelle soirée électorale de la gauche départementale. Un meeting souhaité par le Parti Socialiste auquel avaient été conviées les différentes composantes de la gauche.

Jean-Marc Ayrault «l'élu socialiste du 1<sup>er</sup> tour» n'a eu d'autre souci lors de cette soirée que de centrer ses propos sur le Parti Socialiste. Qu'importe les autres, que les Communistes aient ou pas un groupe dans la prochaine assemblée n'était pas important. Ce qui était important, c'était le Parti Socialiste et lui seul, il n'y a rien autour... Le Parti Socialiste, cette force incontournable hanté par l'hégémonie mais qui s'en défend, un peu comme le Canada «dry» qui ressemble à... mais qui n'en est pas...

Et puis, quelle magnifique leçon d'amnésie dans la conclusion, l'ancien président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a soudain une conviction qui mûrit depuis 5 ans...et émerge en ce printemps 2002 : celle de la confrontation et de l'échange entre toutes les forces de gauche pour redonner l'espoir à tout un peuple.

Et puis quand on aime, on ne compte pas alors, il propose d'ouvrir toutes grandes portes et fenêtres vers le monde syndical et associatif.

Je trouve vraiment toujours étonnant que dans une campagne électorale, on puisse par des mots, vouloir donner à la vie et au quotidien, ce que l'on a refusé de voir et d'améliorer quand on possédait les leviers de commande et les centres de décisions.

Heureusement durant cette soirée, Jean-René Teillant qui intervenait au nom de la Fédération du PCF, a su mettre l'accent sur la réalité de la situation politique, des causes et des conséquences de l'échec de la gauche en ces termes : «L'utilisation du résultat qu'a obtenu CHIRAC, conduit l'UMP à se comporter de façon grave. Il veut imposer son dictat à toutes les autres forces de droite et une politique que les Français n'ont pas soutenue en votant pour lui, le 5 mai.

Cette pratique ultra dominatrice, à partir d'un résultat qui n'est pas le sien, témoigne d'une volonté politique dangereuse. Avec d'autres, nous nous inquiétons de l'utilisation à des fins hégémoniques des résultats du 9 juin, ceci aurait de graves conséquences pour l'avenir de toute la gauche, pour créer toutes les conditions de s'enrichir de sa diversité. Les victoires

de la gauche ont été possibles grâce à l'apport des forces progressistes, porteuses de projets de société différents.

Nous ne pensons pas qu'en contribuant à construire un système de bipolarisation à l'américaine, on se donnera les moyens d'être en



phase avec celles et ceux qui attendent du neuf en politique pour que leur vie change réellement pour qu'ils s'engagent eux-mêmes, pour qu'ils se mobilisent.

Aujourd'hui, les mieux placés, les plus «légitimes» pour parler de l'avenir de la gauche sont, à notre avis, celles et ceux qui l'ont fait gagner en 1997 et qui n'ont pas retrouvé ce qu'ils en attendaient. Pour regagner, ce sont ces femmes et ces hommes qu'il nous faut rencontrer pour, avec eux, avancer vers un nouvel espoir, un nouveau projet à gauche qui parte de leurs attentes».

**Y. Chéneau**

Le boulet n'a pas entièrement atteint sa cible et le PCF peut s'en prévaloir. Il était donné perdu et totalement effondré. Il est la seule force de gauche (en dehors bien évidemment du PS) qui existera à l'Assemblée nationale de manière significative. Significative parce qu'il sera un atout pour ceux qui refusent la bi polarisation de la vie politique, la perspective de débats réduits à des échanges de balles, vifs ou courtois, entre la droite et le PS.

Le PCF, pour autant, ne peut faire preuve d'aucune autosatisfaction. Le boulet du premier tour de l'élection présidentielle, avec ce score plombé de 3,37 %, la perte de crédibilité qui s'est ensuivie, y compris pour ses sortants dont tous n'avaient pas retrouvé au premier tour, le score de 1997, lui ont fait perdre au total 14 sièges. Parmi ceux-ci, bien évidemment, celui de Robert HUE dans le Val d'Oise à qui il n'a manqué que 244 voix, avec une caractéristique particulière : le FN avait appelé à battre expressément le Président du PCF.

Le paysage après la bataille est donc très marqué. Les sortants communistes, là où ils ont été réélus, font pourtant de très bons scores, attestant de leur capacité de rassemblement et de ce que leur identité, dans ces circonscriptions, est restée lisible et porteuse de volontés de changement. On peut imaginer ce qu'a coûté également au PCF, l'inversion du calendrier électoral, faisant dépendre les législatives de l'élection présidentielle. De ce point de vue, le PS paye aussi chèrement cette cuisine constitutionnelle voulue par Lionel JOSPIN avec l'espoir de l'emporter. Le boomerang est revenu et avec quelle force ! Au-delà, le PCF ne peut évidemment s'accommoder de ces résultats et du rôle de force d'opposition qu'il va devoir jouer à l'Assemblée nationale. Il en faut bien plus pour enrayer son déclin et mettre en échec les politiques de droite et du capital. C'est maintenant le centre de ses débats.

**La soirée  
à partir de 19H,  
c'est 0,50 € l'heure\* !**

\*Maxi 2,30€ la Nuit



Ne cherchez plus une place le soir ! Les 7 parkings NGE vous facilitent le stationnement, et vous proposent également le "Service Accompagnement" jusqu'à votre véhicule.



02 51 84 94 51

**Bretagne - Cité des Congrès - Commerce  
Gare-Nord - Graslin - Médiathèque - Talensac**



# Parti Communiste : le débat

Comme ils l'avaient fait au lendemain du 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle, les Communistes de Loire-Atlantique se sont retrouvés le 10 juin à Nantes et à Trignac, pour poursuivre le débat sur les questions centrales posées aujourd'hui au Parti Communiste.

Que s'est-il passé ? Que fait et doit faire le Parti Communiste dans cette situation ? Quel rôle doit-il jouer ? Comment appréhende-t-il l'avenir ? Comment comprendre l'évolution de la société dans le monde dans lequel nous vivons ? Comment voulons-nous le transformer ? Quelles possibilités existent pour une véritable alternative au capitalisme ?

Un débat riche et concret s'est instauré dans le Parti avec les Communistes, un débat qui va se poursuivre et s'amplifier avec quelques idées fortes sur l'utilité du Parti Communiste en France, sur son identité, sur son rôle primordial pour changer la société sur les questions de ses alliances, de ses stratégies.

La Conférence nationale convoquée les 26 et 27 juin poursuivra ces réflexions.

Les Communistes de Loire-Atlantique, qui formeront une délégation de 7 camarades, entendent bien être porteurs au niveau national, de l'esprit offensif et responsable des Communistes du département lors de cette initiative nationale.

## Souscription

### Ensemble vers les objectifs que nous nous sommes fixés.

Collecter 75.500 Euros pour la souscription nationale et les besoins de la Fédération afin d'assumer les dépenses des élections législatives, est l'objectif que nous nous sommes fixé.

**A ce jour, 51.690,26 Euros ont été collectés ; ce qui montre les possibilités réelles d'atteindre cet objectif.**

Nous vous proposons de profiter des mois de juillet et août pour continuer la souscription et ainsi, permettre de financer l'activité du Parti Communiste dans une période qui s'annonce importante sur le plan politique, économique et social.

#### Je verse à la souscription lancée par le Parti Communiste Français

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Les chèques sont à libeller à l'ordre de ADF 44 (Association De Financement du PCF) et à envoyer à :

**La Fédération de Loire-Atlantique  
41, rue des Olivettes - 44000 Nantes**



Intervention de Jean-Louis LE CORRE et Michèle PICAUD auprès de Monsieur François FILLON, Ministre, Président du Conseil régional des Pays de la Loire et de Monsieur André TRILLARD, Président du Conseil général de Loire-Atlantique.

«Monsieur le Président,  
Je suis persuadé que vous n'êtes pas sans savoir la situation dans laquelle se trouve actuellement l'APAJH de Loire-Atlantique.  
En effet, bien que cela ne concerne pas seulement le Conseil général de Loire-Atlantique mais plus particulièrement l'Etat, nous ne pouvons ignorer que cette association créée en 1970, gère des services de soins dans des établissements scolaires, intégrant ainsi environ 420 enfants et jeunes, tous handicaps confondus, comme le rappelait récemment Mme TAMIC, Présidente de l'APAJH 44.

Les établissements sont répartis sur 13 sites. Ils font l'objet d'une gestion centralisée mais ils rencontrent de grosses difficultés financières dues notamment à un manque de dotation budgétaire pour la masse salariale (4MF en 2001 soit 610 000€).

La DDASS, organisme de tutelle, avait accepté depuis 3 ans de reverser les déficits (constatés en N-1) et autorisé l'ouverture d'une ligne de trésorerie pour faire face aux échéances. En 2002, le passage en dotation globale des SESSAD (37,50% du budget salaires) sans qu'il y ait eu un rebasage budgétaire, ne peut qu'aggraver la situation et susciter l'inquiétude des familles et des personnels.

Le 20 mai dernier, une rencontre a eu lieu entre Mme TAMIC, Présidente de l'APAJH 44 et M. PRUEL, Directeur de la DDASS, sans qu'aucune solution puisse être présentée.

Alerté à ce sujet, je souhaite que vous puissiez recevoir une délégation du personnel afin qu'elle vous expose de vive voix, ses préoccupations».

Jean-Louis LE CORRE



Une entreprise jeune au service de votre dynamisme  
Toutes distances - Grand tourisme  
33, rue Marcel Sembat - 44570 Trignac- St-Nazaire  
Tél. 02 40 45 95 05 - Fax : 02 40 45 95 09

**AMBULANCES NAZAIRIENNES  
BRIÈRE SERVICE**



Tél. 02 40 45 95 00  
VSL - Transport de corps - Toutes distances  
33, rue Marcel-Sembat - 44570 TRIGNAC





REGARD SUR LA SOCIÉTÉ... REGARD SUR LA SOC

## 37 demandeurs du droit d'asile à Nantes

Depuis plus de deux mois, des campements provisoires plus que précaires, occupent le square devant la Préfecture. Il s'agit de 37 demandeurs d'asile d'origine algérienne, tous demandeurs du droit d'asile, pour lesquels les services de l'Etat ne proposent aucune solution d'hébergement. Si ces situations ne sont pas nouvelles à Nantes, on a tous en mémoire les sans papiers nantais occupant la Bourse du Travail, il est une nouvelle fois dramatique qu'aucune solution humainement acceptable ne soit trouvée. A chaque fois, les élus communistes nantais et de la Communauté urbaine, sont intervenus (notamment Delphine BOUFENIE, adjointe à l'intégration à Nantes) d'une part, pour faire face aux conditions d'accueil de ces personnes, d'autre part pour mettre en cause les politiques traitant des flux migratoires largement inadaptées aux réalités.

S'agissant de la situation des personnes actuellement stationnées devant la Préfecture, les seules solutions qui leur sont proposées, consistent à hospitaliser celles dont les conditions de santé sont dégradées et à leur faire attendre d'hypothétiques placements en centre d'hébergement type CADA, actuellement largement insuffisants faute de moyens. Dès les premiers jours de l'arrivée à Nantes de ces personnes, début avril, les élus communistes représentés par Claude CONSTANT et Yann VINCE, se sont déplacés pour les rencontrer et sont intervenus auprès des services préfectoraux (voir lettre ci-contre).

Après plusieurs contacts téléphoniques avec la Préfecture, en l'absence de réponse à ce courrier, nos deux élus ont obtenu une rencontre le 17 mai avec le chef de cabinet du Préfet. Celui-ci a confirmé qu'à ce jour, aucune solution n'était proposée en l'absence de moyens supplémentaires de l'Etat. Il rappelait à cette occasion, qu'actuellement, près de 700 personnes sont accueillies à Nantes, en



### Intervention auprès du Préfet de Claude CONSTANT, Président du groupe des élus communistes de la Ville de Nantes

«Monsieur le Préfet,

*Depuis maintenant dix jours, trente-sept demandeurs du droit d'asile sans abri campent dans des conditions plus que précaires dans le square près de la Préfecture.*

*Il y a là, à notre sens, une défaillance grave des services de l'Etat sur le plan des conditions d'accueil de ces personnes. Comme vous le savez, il s'agit de trente sept personnes de nationalité algérienne, toutes connues de l'OFPRA et dont la demande consiste à être hébergées et logées dans des conditions dignes. Plusieurs d'entre elles sont hospitalisées en raison de la dégradation de leur santé.*

*Nous souhaitons que vous alertiez les services de l'Etat que vous représentez dans le département sur cette situation pour que, sans délais, des solutions puissent être proposées à ces personnes.*

*Afin d'examiner avec vous les conditions dans lesquelles vous pourriez faire évoluer la question de l'accueil des demandeurs du droit d'asile particulièrement à Nantes, j'ai l'honneur de solliciter au nom de mon groupe, un entretien.*

*Vous remerciant de la suite que vous voudrez bien réserver à notre démarche, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de ma considération».*

Claude CONSTANT

chambres d'hôtel, de façon provisoire. Les familles (femmes, enfants) ont fait l'objet, en priorité, des solutions d'hébergement mais, pour les hommes seuls, aucune solution n'existe. Il faut savoir qu'un certain nombre de places CADA sont envisagées dans l'agglomération sous réserve de financements de l'Etat. Or, dans l'état actuel des choses, aucun fond supplémentaire n'a été débloqué.

Claude CONSTANT et Yann VINCE ont rendu compte auprès des personnes installées devant la Préfecture, de nos démarches.



- Lettres adhésives
- Autocollants
- Signalisation
- Sérigraphie
- Panneaux
- Enseignes

7, place  
du ralliement  
44000  
NANTES  
Tél. :  
02.40.29.24.14  
Fax :  
02.40.29.13.71

Bureau Sud Loire



Fournitures de Bureau  
Consommables Informatique



Route de Nantes - 44190 Clisson  
Tél. 02 40 36 13 87 - Fax 02 40 36 07 49



# Ça se passe chez nous

Renforcement  
du  
Parti  
Communiste  
Français  
Les initiatives  
continuent  
en juillet  
et août



Adhésions  
au P.C.F.  
en Loire-  
Atlantique  
**117**  
72 depuis  
le 21 avril  
12 depuis  
le 9 juin

## Car Ferry de la BAI :

### Jean-René Teillant intervient pour sa construction à Saint-Nazaire

Tout semble confirmer la commande du car ferry pour la BAI au chantier allemand BEYER. Face à une telle décision de la SABEMEN, financé à 70% par des capitaux du Conseil régional de Bretagne et des départements bretons, les salariés des Chantiers au-delà de leur statut, les chômeurs du Bassin de Saint-Nazaire ont toutes les raisons d'être en colère.

Colère à l'égard des élus bretons qui, dans leur majorité, ont laissé faire. Colère face au silence du député Claude EVIN, du Maire de Saint-Nazaire qui n'hésite jamais à faire payer par la Ville, les opérations de pub de M. BOISSIER, mais qui n'exige jamais rien en retour.

Or, ce bateau, c'est 1 200 emplois pendant un an, dans une période où il risque d'y avoir du chômage technique pour les salariés à statut chantier et chômage pour les intérimaires. Les hommes, leur dignité comptent moins que les opérations pub. Monsieur FILLON qui, Président de la Région Pays de la Loire, soutenait l'exigence de voir ce bateau construit à Saint-Nazaire, devenu ministre, laisse partir cette commande dans un autre pays.



Le silence de la Direction des Chantiers, témoigne de son seul souci du profit, qu'il y ait ou non des chômeurs à Saint-Nazaire ne rentre pas dans ses préoccupations. Dans une telle situation, les organisations syndicales des Chantiers, des Unions locales, les chômeurs, des associations, les élus bretons doivent se rencontrer et décider ensemble des moyens à mettre en œuvre afin d'imposer que cette commande soit annulée, pour que l'argent public de la Bretagne soit utile dans le Bassin d'emploi de Saint-Nazaire.

Un  
rendez-vous,  
une date  
à retenir



### L'humanité en fête

Dans une ambiance fraternelle et conviviale unique, 500 000 personnes font la fête. Des dizaines d'artistes sur les scènes et dans les allées pour toutes les musiques, des expositions, des espaces comme le livre, le cinéma, le théâtre, le multimédia... plusieurs centaines de stands de toutes les régions de France et du monde et autant de rencontres culturelles, de découverte, de lieux pour s'amuser et puis rire et... des débats, des solidarités pour un monde citoyen.

[www.humanite.presse.fr](http://www.humanite.presse.fr)

ACCÈS À LA FÊTE :

**Bon de soutien  
10 euros**

SOUSCRIPTION  
NATIONALE POUR LA  
PRESSE COMMUNISTE  
DORMANT DROIT  
À L'ENTRÉE GRATUITE  
DE LA FÊTE ET  
AUX SPECTACLES  
(ENTRÉE LIBRE POUR  
LES MOINS DE 12 ANS)



Abonnez-vous  
aux Nouvelles  
pour 10 euros  
pour l'année.

Vous recevez les Nouvelles, vous appréciez son contenu. Pour contribuer à sa parution, à son amélioration, abonnez-vous pour 10 euros l'an en adressant vos chèques libellés à l'ordre de PCF Fédération de Loire-Atlantique 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Cette année encore, après les élections présidentielles et législatives, alors que la politique a été fortement secouée par des résultats qui interpellent et obligent à se ressaisir, la Fête de l'Humanité des 13-14 et 15 septembre sera le grand moment politique attendu de la rentrée.

La Fédération, qui sera présente par la tenue de son stand, mettra à votre disposition des moyens de transports collectifs pour vous rendre à la fête. Retenez dès maintenant la date, procurez-vous la vignette «Bon de Soutien» auprès de militants communistes ou à la Fédération et renseignez-vous au 02.40.35.03.00 sur les dispositions prévues pour les transports collectifs...